

Etude **Impact des services de micro-finance C-E-FOR**

**Antananarivo – Madagascar**

**Décembre 2005**

**inter aide**

Lancement et suivi de programmes concrets de développement

**Crédit - Epargne – FORMation**

*Manome Tanana Anao*

**Avertissement**

Cette étude d'impact a pour seule ambition de permettre à l'association C-E-FOR de mieux connaître l'impact de ses services financiers et non financiers. Elle n'a donc pas vocation à être reproduite ou citée à l'appui de réflexions ou de travaux généraux sur la micro-finance.

## Table des matières

<b>Résumé</b>	p. 4
<b>1. Objectifs, Programme étudié et Méthode d'enquête et d'analyse</b>	p. 5 à 7
Objectifs	
Programme de micro-finance de C-E-FOR	
Méthode	
Plan d'échantillonnage	
Collecte et traitement des données	
<b>2. Caractéristiques socio-économiques et démographiques des ménages enquêtés</b>	p. 7 à 8
Tableau 1. Caractéristiques socio-économiques et démographiques	
Graphique 1. Catégories d'emploi	
Graphique 2. Types d'activité	
<b>3. Impact financier et social des prêts C-E-FOR</b>	
<b>3.1 Impact financier</b>	p. 9 à 12
Tableau 2. Impact financier	
Tableau 3. Progression des capacités de gestion acquises	
<b>3.2 Impact social</b>	
Tableau 4. Dépenses sociales	
<b>4. Impact perçu par les bénéficiaires des services de micro-finance C-E-FOR</b>	p.13
Tableau 5. Perception par l'emprunteur de sa progression	
<b>Liste des annexes</b>	p.14

## Résumé

Cette étude d'impact, menée au cours du mois de mars 2005, avait pour objet de mesurer la progression des bénéficiaires des services de Micro-Finance fournis par l'association malgache Crédit-Epargne-Formation (C-E-FOR). La méthode utilisée est celle dite de « différence » : comparaison de la situation des Emprunteurs avant et après l'offre des services de C-E-FOR.

Les résultats obtenus indiquent que dans le domaine de l'impact financier, 93% des emprunteurs connaissent une croissance de leurs revenus et de leur bénéfice net. Le taux de croissance moyen du bénéfice net est supérieur à 100 % et celui des revenus supérieur à 95% (hors inflation ; 13,8% en 2004). Seuls 7% des emprunteurs ont connu une stagnation ou une chute de leurs revenus. Il est très difficile d'identifier avec certitude des facteurs favorisant la réussite ou l'échec et, sur ce point, l'étude n'offre que des pistes de réflexion.

L'impact social des services financiers et non financiers de C-E-FOR est également mis en évidence par l'étude. Les plus fortes progressions identifiées concernent les domaines de l'éducation et l'alimentation.

Enfin, la perception de l'impact par les emprunteurs est globalement positive, puisque 76% d'entre-eux estiment que leur situation économique et sociale s'est améliorée.

## 1. Objectifs, Programme étudié et Méthode d'enquête et d'analyse

### Objectifs

Cette étude d'impact, menée au cours du mois de mars 2005, avait pour objet principal de mesurer la progression des bénéficiaires des services de Micro-Finance fournis par C-E-FOR (ci-après « Emprunteurs »). Il s'agissait donc de mesurer la progression enregistrée par les emprunteurs entre le 1<sup>er</sup> prêt et la date de l'enquête, sachant qu'une attention particulière a été portée aux bénéfices et épargne générés par l'activité et à leur utilisation à des fins sociales et/ou productives.

### Programme de micro-finance de C-E-FOR

Le microcrédit permet aux bénéficiaires appartenant au groupe cible, les habitants parmi les plus pauvres des quartiers de la basse ville d'Antananarivo souhaitant créer ou développer une activité rémunératrice, d'accéder à un prêt productif. L'octroi d'un ou plusieurs prêts, associé à un service personnalisé de suivi et de conseil, permet aux bénéficiaires d'assurer des revenus durables pour eux-mêmes et leur famille.

- Le prêt productif individuel est proposé sans garantie préalable à un taux d'intérêt fixe de 3% mensuel (ce qui ne l'éloigne pas en pratique du taux d'intérêt du marché bancaire qui est accompagné d'une garantie au moins égale à 30% du montant emprunté). L'octroi de prêts successifs favorise la pérennité de l'activité du bénéficiaire et permet d'améliorer l'impact économique et social de l'activité de microcrédit productif.
- La formation des emprunteurs est dispensée sous forme de modules thématiques dans les domaines de la gestion, de la tenue de comptes, du marketing, de l'entrée dans le secteur formel et du développement de l'activité.
- Le suivi conseil est proposé individuellement en cours de prêt et permet à l'emprunteur de mettre en œuvre des méthodes et des solutions simples pour développer au mieux son activité. Ce service permet également de sensibiliser certains entrepreneurs du secteur informel à la poursuite de leur activité dans le secteur formel par la constitution légale d'entreprises ou encore par la création de coopératives d'achat et de ventes.
- La constitution d'une épargne volontaire permet aux bénéficiaires de se constituer une épargne rémunérée indépendamment d'un prêt. Cette épargne a une fonction de stabilisation des ressources financières. Elle permet également aux familles de faire face à des dépenses imprévues ou d'initier des projets à plus long terme. Pour développer cette activité, C.E.FOR. a conclu un partenariat avec l'Unité Régionale des Caisses d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuels (URCECAM).

### Situation résumée du programme à fin février 2005 :

- |                                |  |
|--------------------------------|--|
| ▪ Nb de prêts en cours : 1480  | ▪ En-cours (ariary) : 79 040 731 [32 934 Euros]          |
| ▪ Portefeuille à risque* : 31% | [1 ariary = 5 FMG]                                       |
| ▪ Taux de rétention : 74%      | ▪ Taux de remboursement (1 mois après maturité) : 94,22% |

\* Est à risque le portefeuille des emprunteurs qui ont manqué une échéance de remboursement au moins. Le portefeuille à risque à fin juillet 2005 a été ramené à 16%.

### Méthode

La méthode d'analyse utilisée est celle dite des « différences » : comparaison de la situation d'Emprunteurs avant et après l'offre de services. Ceux-ci seront désignés dans le cadre de cette étude par les termes : « Emprunteurs 1 » ou « Emprunteurs 2 », selon que l'on désigne leur situation avant (1) ou après (2) l'intervention de C-E-FOR par l'octroi de crédits et l'offre de services non financiers.

Avant de se pencher plus avant sur la méthode, plusieurs biais peuvent être ici être signalés. En premier lieu, on ne peut écarter le postulat que ce sont sans doute les habitants les plus motivés des quartiers d'intervention qui répondent favorablement à l'offre de services financiers de C-E-FOR. L'impact sur ces derniers dépend donc également d'un aspect psychologique sur lequel C-E-FOR a peu d'influence lorsque les bénéficiaires rejoignent le programme. D'autre part, bien que l'enquête ait été conduite par des binômes d'enquêteurs – étudiant en sociologie / conseiller C-E-FOR – et que, dans leur grande majorité, les emprunteurs en difficulté de remboursement n'ont pas refusé de participer à l'enquête, on note que 4 emprunteurs sur les 250 tirés au sort ont refusé de répondre (sans en donner la raison). Ces derniers faisaient tous face à de sérieuses difficultés de remboursement et cela a donc pour effet une amélioration, certes très limitée, des résultats présentés. Ces emprunteurs défaillants ont été remplacés par d'autres emprunteurs tirés au sort.

### Plan d'échantillonnage

Les ménages interrogés dans le cadre de cette étude ont été sélectionnés de la manière suivante :

- ▶ **199 ménages d'Emprunteurs** (sur les 209 ayant répondu à l'enquête) ont été retenus<sup>1</sup>. Les 250 ménages sélectionnés l'ont été aléatoirement<sup>2</sup> parmi ceux étant en cours de prêt (tirage au sort à partir du « statut de remboursement » extrait du logiciel de gestion des prêts développé par Inter Aide). Les emprunteurs n'étant pas au moins en cours de 3<sup>ème</sup> prêt n'ont pas fait partie de l'échantillon, car il a été estimé, notamment au regard des études menées en 2003, que c'était à partir du 3<sup>ème</sup> prêt, soit environ après 10 à 12 mois de relation avec le programme, qu'un impact social pouvait être mis en évidence. Ces 199 emprunteurs peuvent être caractérisés rapidement<sup>3</sup> de la manière suivante : en moyenne, le temps de relation des emprunteurs avec le programme est de 24 mois. 26% étaient au stade du 3<sup>ème</sup> prêt et avaient une relation de 12 mois en moyenne avec le programme, 44% étaient entre le 4<sup>ème</sup> et le 6<sup>ème</sup> prêts et avaient une relation de 20 mois en moyenne avec le programme, et 30% étaient au 7<sup>ème</sup> prêt et au-delà (jusqu'à 19<sup>ème</sup> prêt en cours) et avaient une relation de 28 mois en moyenne avec le programme. Ces 199 emprunteurs représentaient 14% des emprunteurs ayant un prêt en cours au moment du tirage au sort.
- ▶ **Zones dédiées à l'enquête** : l'enquête a été organisée sur 4 des 5 zones d'intervention de C-E-FOR, sans choix de quartiers à l'intérieur de ces zones. La seule zone laissée de côté pour des raisons d'efficacité de conduite de l'enquête est celle de Manarintsoa, dont les caractéristiques sont identiques à celles d'Isotry (l'agence d'Isotry ayant été dédoublée pour créer celle de Manarintsoa). Le ciblage et les services étant les mêmes dans toutes les zones d'intervention, ce choix n'induit donc pas de parti pris pouvant fausser les données. Les zones de l'enquête peuvent être brièvement décrites de la manière suivante : zones urbaines, à forte concentration de population, habitat insalubre. Pour plus de détails, voir annexes 1 (carte) et 2 (données chiffrées sur les quartiers d'intervention).

### Collecte et traitement des données

Après tirage au sort, une première collecte de données a été faite sur dossiers, en comparant les données figurant dans la fiche d'enquête renseignée préalablement à l'octroi du premier prêt à celles figurant sur la fiche d'enquête précédant l'octroi du prêt en cours au moment de l'enquête et aux historiques de remboursement. La collecte des données a été réalisée sur le terrain grâce à des questionnaires fermés pré-établis et des entretiens dirigés (voir annexe 3 pour les questionnaires traduits en français). Elle a été réalisée par une équipe de quatre étudiants ayant obtenu une maîtrise

<sup>1</sup> 10 dossiers ont été rejetés pour absence de fiabilité des données collectées.

<sup>2</sup> *Méthode aléatoire* : un nombre entre 1 et 25 a été tiré d'un chapeau et a déterminé le point de départ pour le choix aléatoire des emprunteurs objet de l'enquête. Un deuxième chiffre a été tiré du chapeau entre 4 et 6 et ce chiffre a déterminé une sélection des emprunteurs tous les 4, les 5 ou les 6 sur la base du Statut de remboursement. Une liste de réserve (au cas où des emprunteurs ne correspondraient en fait pas aux critères retenus) a été constituée en tirant au sort de nouveau une liste de 50 noms selon la même méthode.

<sup>3</sup> Pour plus de détails, voir section 2.

de sociologie à l'université d'Antananarivo<sup>1</sup>. Ils ont toutefois été accompagnés par les équipes C-E-FOR aux fins d'identification plus facile de logements des Emprunteurs. La supervision des questionnaires a été assurée par M. Patrick Ranovona Illing (consultant bénévole Inter Aide), par le Directeur adjoint micro-finance C-E-FOR et par le conseiller technique expatrié Inter Aide. La formation des collecteurs aux outils a été placée sous la supervision du Directeur adjoint Micro-Finance. Les données ont été saisies, analysées et synthétisées sous le logiciel Sphinx et les logiciels Stata (version 8.0) par le conseiller technique Inter Aide, le consultant bénévole et les chefs de secteur Inter Aide.

## 2. Caractéristiques socio-économiques et démographiques des ménages enquêtés

### Echantillon

- ▶ Le **genre** des emprunteurs enquêtés est à 81% féminin, ce qui est légèrement supérieur à la proportion structurelle et constante de femmes (76%) dans la clientèle C-E-FOR. Ce sont en effet les femmes qui en majorité s'adressent à C-E-FOR, car elles ont besoin de fonds de roulement pour créer ou soutenir une activité débutante, là où les hommes sont déjà engagés dans la vie active.
- ▶ L'**âge** des emprunteurs qui, légalement, ne peut être inférieur à dix-huit ans, est pour la grande majorité des emprunteurs enquêtés inférieur à 40 ans. On verra que cet âge n'a aucune influence avérée sur la réussite ou l'échec des emprunteurs.
- ▶ Le nombre de **membres du ménage** correspond aux moyennes connues des quartiers de la basse ville d'Antananarivo (voir chiffres du Bureau de Développement d'Antananarivo, en annexe 2).
- ▶ Les **niveaux d'étude** sont eux légèrement supérieurs à la moyenne des quartiers, ce qui semblerait indiquer que C-E-FOR attire les habitants plus éduqués, même si la proportion de personnes peu éduquées est importante (63%) et que, comme on le verra, l'influence du niveau d'étude sur la capacité de croissance des bénéficiaires n'est pas avérée.
- ▶ Les emprunteurs C-E-FOR objet de l'enquête sont enfin constitués à **24% de personnes seules** (sans conjoint), et 92% des ces personnes seules sont des femmes seules avec enfants.

T1	Caractéristiques socio-économiques	Emp.(2)		Observations #	réf. Tableau
		#	%		
I1	<b>Genre</b>				1
	Masculin	37	19%	199	
	F féminin	162	81%	199	
I2	<b>Age</b>				2
	21 à 30	60	30%	199	
	31 à 40	74	37%	199	
	41 et +	65	33%	199	
I3	<b>Nb de membres dans le ménage</b>				4
	1 à 3	41	21%	199	
	4 à 5	101	51%	199	
	6 et +	57	29%	199	
I4	<b>Niveau d'études</b>				8
	Pas primaire et début primaire	65	33%	199	
	Primaire complet	60	30%	199	
	Secondaire et +	74	37%	199	
I5	<b>Statut familial</b>				
	Célibataire	4	2%	199	
	Marié	151	76%	199	
	Séparé, divorcé, veuf	44	22%	199	

*Emprunteurs (2) : Situation des Emprunteurs en cours de prêt C-E-FOR.*

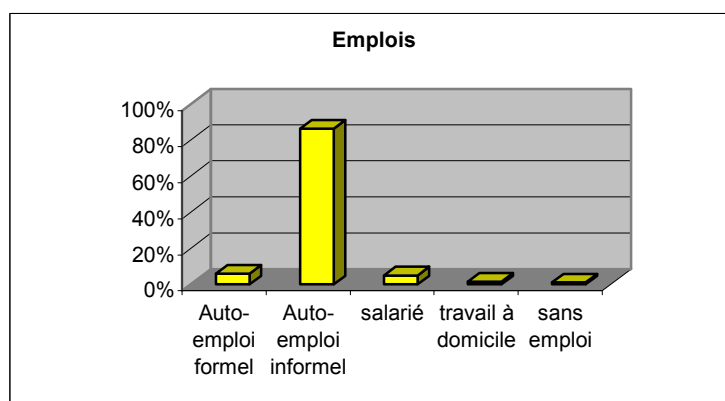
<sup>1</sup> Hoby Rakotoniriana, Henri Raveloson, Herizo Fanantenantsoa et Christian Ramalajaona.  
Diffusion Pratiques - [www.interaide.org/pratiques](http://www.interaide.org/pratiques)

- On note une nette prédominance des **auto-emplois informels**, caractéristique également partagée avec l'ensemble du milieu des unités de production – très petites entreprises urbaines – d'Antananarivo<sup>1</sup>. D'autre part, seuls 2% des Emprunteurs ont rejoint le statut formel<sup>2</sup> en cours de prêt.

T1 I6	Caractéristiques socio-économiques Emplois	Emp. (1)		Emp. (2)		Observations	réf. Tableau
	Auto-emploi formel	12	6%	10	5%	199	6
	Auto-emploi informel	172	86%	181	91%	199	
	Salarié	10	5%	6	3%	199	
	travail à domicile	3	2%	1	1%	199	
	sans emploi	2	1%	1	1%	199	

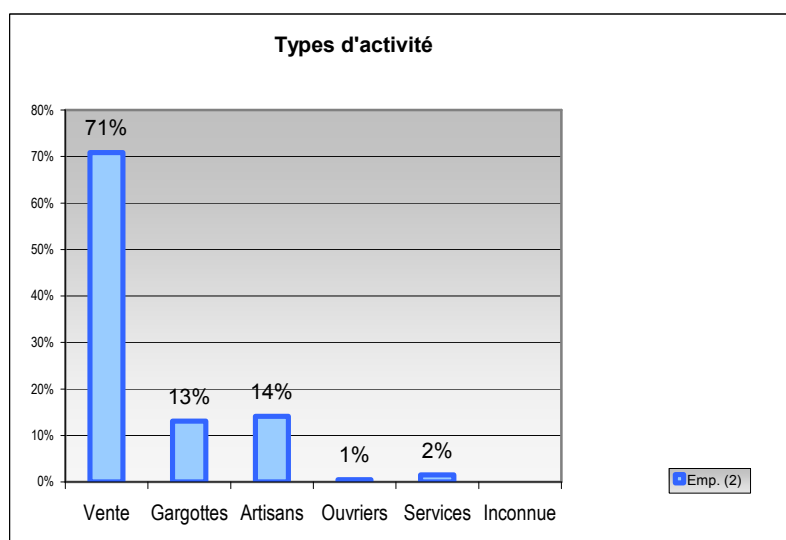
*Emprunteurs (1) : Situation des Emprunteurs avant d'avoir recours aux services de micro-finance C-E-FOR.*

*Emprunteurs (2) : Situation des Emprunteurs en cours de prêt C-E-FOR.*



Graphique 1

- Les **activités d'achat-revente de produits**, avec ou sans transformation, prédominent chez les Emprunteurs (71%). Il s'agit là en effet d'un domaine classique des besoins de crédit et d'une activité dominante exercée par les habitants les plus pauvres et sans qualification des quartiers d'intervention.



Graphique 2

<sup>1</sup> Voir « Le financement des très petites entreprises urbaines : Etude d'impact d'un projet de micro-finance à Antananarivo (Madagascar) », Flore Gubert et François Roubaud, document de travail DIAL, Unité de Recherche CIPRE, décembre 2003, ainsi que les études Madio 1,2,3 2001.

<sup>2</sup> C'est-à-dire légalisé leur micro-entreprise, en la déclarant auprès des autorités administratives et fiscales.

### 3. Impact financier et social des prêts C-E-FOR

#### 3.1. Impact financier

##### Bénéfice net mensuel

- ▶ Pour 93% des Emprunteurs, le **taux de croissance moyen du bénéfice net mensuel** est de **100 %** (R2), hors inflation (13,8% en 2004).. Seuls 7% des emprunteurs ont connu une stagnation ou une chute de leurs bénéfices (R6).
- ▶ Le **taux de croissance** du bénéfice net est d'autant **plus important** que le **bénéfice d'origine est faible** (R3).
- ▶ D'autre part, ce taux de croissance du bénéfice net est influencé par le **genre** de l'emprunteur, les hommes réalisant un taux de croissance plus élevé que les femmes (118% contre 96% - voir R5).
- ▶ Enfin, le **niveau d'études** ne peut être mis en avant comme favorisant un taux de croissance élevé, dans la mesure où le taux de croissance du bénéfice net des emprunteurs qui n'ont pas fait d'études est plus important (154%) que celui de ceux qui en ont fait (97%).

T2	Impact financier	Emp. (1) #	Emp. (2) # %	Obs. #	Conf. Interval	réf. Tableau
	<b>Bénéfice net mensuel</b>					
R1	Bénéfice net moyen (kfm)	341	635	199		22 et 23
R2	Taux de croissance moyen		100%	183	95% t= 1,5792 P > t = 0,0580	51
R3	Taux de croissance et bénéfice initial (kfm)	< 320	144%	83/183	95% t = 0,9585 P>t = 0,00	46
		≥ 321	64%	100/183		
R4	Taux de croissance et niveau d'Etudes					
	Sans études		154%	11/183	95% t= 1,5792 P > t = 0,0580	51
	Etudes		97%	172/183		
R5	Taux de croissance et Genre					
	Masculin		118%	11/183	95% t = 0,9585 P>t = 0,1695	45
	Féminin		96%	172/183		
R6	Répartition des taux de croissance					19
	-6 à 0 %		14 7%	199		
	1 à 40%		36 18%	199		
	40,1 à 70%		50 25%	199		
	70,1 à 125%		50 25%	199		
	125,1 à 1000%		49 25%	199		

*Emprunteurs (1) : Situation des Emprunteurs avant d'avoir recours aux services de micro-finance C-E-FOR.*

*Emprunteurs (2) : Situation des Emprunteurs en cours de prêt C-E-FOR.*

<sup>8</sup> Etude « alimentaire » menée par Inter Aide et C-E-FOR en novembre 2004 dans les mêmes quartiers d'intervention auprès de 525 ménages bénéficiaires de leurs programmes.

## Revenus du ménage

### Revenus initiaux et Cible

- ▶ **En moyenne les revenus initiaux des Emprunteurs (1) sont dans la limite que le programme s'est fixée en décembre 2003** - un quotient financier mensuel maximum par membre du ménage de 180 kfm maximum (soit 27 euros au taux moyen 2003) -, puisque ce dernier est en moyenne de 102 kfm (Revenu net mensuel moyen de 493 kfm pour une moyenne de membres par ménage de 4,8.). 6% des Emprunteurs (1) sont toutefois hors cible. De décembre 2003 à janvier 2005, une famille de cinq personnes ayant un revenu net mensuel supérieur à 900 kfm (138 euros), soit trois fois le salaire minimum malgache, ne pouvait en effet obtenir de premier prêt auprès de C-E-FOR.
- ▶ On note que la capacité des emprunteurs hors cible à respecter les échéances, est moins bonne que celle des emprunteurs faisant partie de la cible. En effet, 58% des "hors cible" sont classés "à risque", c'est-à-dire qu'ils ont manqué une échéance au moins et ce, avant la date de maturité du prêt. Ce taux est de 41% pour la totalité des emprunteurs enquêtés (voir annexe 4 pour plus de détails).

### Taux de croissance

- ▶ Le **taux de croissance moyen** des revenus des ménages est de **96%** (R8), hors inflation (13,8% en 2004).
- ▶ A l'instar de ce qui a pu être constaté sur le bénéfice net de l'activité, le **taux de croissance** des revenus des ménages d'emprunteurs enquêtés est **plus important** lorsque les **revenus initiaux sont faibles** (R9 et R12). D'autre part, les revenus initiaux sont d'autant plus importants que le nombre de membres dans le ménage est important (R11).
- ▶ Comme le bénéfice net, le taux de croissance moyen des revenus est également influencé par le **genre** du chef de ménage, les hommes réalisant un taux de croissance plus élevé que les femmes (144% contre 85% - voir R10).
- ▶ Même si, comme dit précédemment, le niveau d'études ne semble pas influencer sur le taux de croissance du bénéfice net, en revanche, il pourrait exister un lien (voir tableau 34 en annexe 5) entre le **niveau d'études et le niveau de revenus initial**, à savoir que les emprunteurs ayant le niveau d'études le plus faible (pas ou peu d'études) sont également ceux qui ont les revenus initiaux les plus faibles.

T2	Impact financier	Emp. (1) #	Emp. (2) # %	Obs. #	Conf. Interval	réf. Tableau
	<b>Revenus du ménage</b>					
R7	Revenu net moyen (kfm)	493	878	199		16 et 17
R8	Taux de croissance moyen		96%	199	95% t = 3,0863 P>t = 0,0012	37
R9	Taux de croissance et catégorie de revenu initial (kfm)	< 450	94 124%	199	95%	40
		≥ 451	105 70%	199	t = 3,6661 P>t = 0,0002	

*Emprunteurs (1) : Situation des Emprunteurs avant d'avoir recours aux services de micro-finance C-E-FOR.*

*Emprunteurs (2) : Situation des Emprunteurs en cours de prêt C-E-FOR.*

T2	Impact financier	Emp. (1) #	Emp. (2) # %	Obs. #	Conf. Interval	réf. Tableau
R10	Taux de croissance et Genre					
	Masculin		37 144%	199	95%	37
	Féminin		162 85%	199	t = 3,0863 P>t = 0,0012	
R11	Revenus initiaux et nb de membres ménage					
	Revenus initiaux (kfmfg)	100-450	451-1900			31
	membres 1 à 3	68% [28]	32% [13]	41/199	95%	
	membres 4 à 5	43% [43]	57% [58]	101/199	Pr = 0,010	
	membres 6 et +	40% [23]	60% [34]	57/199		
R12	Revenus initiaux et taux de croissance					
	Revenus initiaux (kfmfg)	100-450	451-1900			39
	Tx de croissance de 70,1 à 125%	56% [28]	44% [22]	50/199	95%	
	Tx de croissance > 125%	59% [29]	41% [20]	49/199	Pr = 0,000	

*Emprunteurs (1) : Situation des Emprunteurs avant d'avoir recours aux services de micro-finance C-E-FOR.*

*Emprunteurs (2) : Situation des Emprunteurs en cours de prêt C-E-FOR.*

► En revanche, l'étude n'a **pas pu établir de lien** entre :

- le genre et le niveau d'études (voir tableau 30 en annexe 5) ;
- le genre et le revenu initial (voir tableau 36 en annexe 5) ;
- l'âge et le revenu initial (voir tableau 35 en annexe 5) ;
- le niveau d'études et le nombre de membres dans la famille (voir tableau 29 en annexe 5) ;
- les services de micro-finance C-E-FOR et l'accession à la propriété (voir tableau 10 en annexe 5) ;
- le revenu initial et l'accession à la propriété (voir tableau 27 en annexe 5).

- On serait tenté d'expliquer en partie l'impact financier par une **meilleure capacité de gestion**, favorisée par les formations dispensées par C-E-FOR (gestion, tenue de comptes, marketing et développement de l'activité) et par le suivi-conseil. Cette influence ne doit pas être négligée et elle semble réelle sur le terrain. Toutefois, les Emprunteurs eux-mêmes n'ont pas le sentiment d'avoir progressé. Ils sont en effet très peu nombreux à déclarer avoir acquis des capacités de gestion en termes de groupement d'achats et de changement de fournisseur. Quant à la tenue d'une comptabilité écrite, conseil donné par C-E-FOR mais non accompagné d'une formation, la progression reste très faible.

T3	Progression dans les capacités de gestion acquises	Emp <sup>teurs</sup> (1) %	Emp <sup>teurs</sup> (2) %
J1	Groupement des achats avec d'autres entrepreneurs pour bénéficier de meilleures conditions d'achats	5%	8%
J2	Changement de fournisseur pour obtenir de meilleures conditions	71%	79%
J3	Comptabilité écrite	15%	17%

*Emprunteurs (1) : Situation des Emprunteurs avant d'avoir recours aux services de micro-finance C-E-FOR.*

*Emprunteurs (2) : Situation des Emprunteurs en cours de prêt C-E-FOR.*

### 3.2. Impact social

- ▶ Les **dépenses d'éducation et d'alimentation** sont clairement influencées par le **taux de croissance des revenus**. En d'autres termes, plus les revenus augmentent, plus les emprunteurs vont leur consacrer une part importante (voir E3 et N3 ci-après). Un même lien n'a pas pu être isolé pour les dépenses de santé et d'habitat.
- ▶ En ce qui concerne les **dépenses d'éducation**, on note d'autre part que 18% des emprunteurs ont réellement accru leurs dépenses, mais que 21% d'entre eux n'y consacrent pas de dépenses (contre 35% avant les prêts, voir E1 et E2).
- ▶ En revanche, les emprunteurs mettent l'accent sur l'**amélioration de leur ration alimentaire** - seuls 5% des ménages déclarant n'avoir pas fait trois repas par jour au cours des 30 derniers jours, contre 43% en novembre 2004<sup>8</sup>. D'autre part, 43% d'entre eux ont accru leurs dépenses de nourriture, et 65% (contre 22% avant les prêts) y consacrent plus de 5 millions de FMG par an (N1 et N2).
- ▶ Les **dépenses de santé** augmentent peu, seuls 20% des emprunteurs ayant accru leur dépense (S1). En revanche, ils ne sont plus que 7% (contre 13% avant les prêts) à ne pas y consacrer de revenus (S2). Enfin, la proportion d'emprunteurs y consacrant moins de 100 kfm par an est en nette diminution, puisqu'elle est de 73% en mars 2005 alors qu'elle était de 95% avant les prêts (S3).
- ▶ Si l'**amélioration de l'Habitat** est une priorité affirmée par les emprunteurs à leur entrée dans le programme, elle n'est pas vérifiée dans le cadre de cette étude puisque le ratio d'emprunteurs n'y consacrant pas de dépenses, même s'il est en diminution après l'intervention de C-E-FOR reste élevé (68%, voir H2). 21% des emprunteurs ont accru cette dépense (H1) et 9% ont accru leurs dépenses de loyer (H3).

T4	Impact social	Emp. (1)		Emp. (2)		Obs.	Conf. Interval
		#	%	#	%		
	<b>Dépenses d'Education</b>						
E1	Ratio d'emprunteurs ayant accru leur dépense			36	18%	199	Chi2= 242,93
E2	Ratio d'emprunteurs n'y consacrant aucune dépense	70	35%	42	21%	199	df=12,1-p=> 99,99%
E3	Taux de croissance des revenus et accroissement des dépenses						
	-6 à 0 %			2	1%	199	Chi2 (16)= 25,8959
	1 à 70%			34	17%	199	Pr = 0,056
	70,1 à 1000%			42	21%	199	
	<b>Dépenses de nourriture</b>						
N1	Ratio d'emprunteurs ayant accru leur dépense			86	43%	199	Chi2= 298,41,
N2	Ratio d'emprunteurs consacrant plus de 5000 Kfm par an	44	22%	129	65%	199	df=4,1-p=> 99,99%
N3	Taux de croissance des revenus et accroissement des dépenses						
	-6 à 0 %			7	4%	199	Chi2 (16)= 26,4970
	1 à 70%			53	27%	199	Pr = 0,047
	70,1 à 1000%			69	35%	199	
	<b>Dépenses de santé</b>						
S1	Ratio d'emprunteurs ayant accru leur dépense			40	20%	199	Chi2= 298,17,
S2	Ratio d'emprunteurs n'y consacrant aucune dépense	26	13%	13	7%	199	df=8,1-p=> 99,99%
S3	Ratio d'emprunteurs y consacrant moins de 100 kfm / an	185	93%	145	73%	199	
	<b>Dépenses d'habitat</b>						
H1	Ratio d'emprunteurs ayant accru leur dépense			42	21%	199	Chi2 = 2306,73, df =
H2	Ratio d'emprunteurs n'y consacrant aucune dépense	176	88%	136	68%	199	15,1-p = 99,99%
H3	Ratio d'emprunteurs ayant accru leurs dépenses de loyer			18	9%	199	Chi2= 30,25, df=8,1-p=> 99,98%

*Emprunteurs (1) : Situation des Emprunteurs avant d'avoir recours aux services de micro-finance C-E-FOR.*

*Emprunteurs (2) : Situation des Emprunteurs en cours de prêt C-E-FOR.*

- ▶ Bien que l'échantillon d'hommes reste restreint (19% de l'échantillon total seulement), on note enfin que 69% des femmes, en moyenne, consacrent une partie de leurs revenus aux dépenses sociales, pour 64% des hommes.

#### 4. Impact perçu par les bénéficiaires des services de micro-finance C-E-FOR

La perception par les bénéficiaires de l'impact des services de micro-finance C.E.FOR. est globalement positive, puisque 76% des emprunteurs estiment que leur situation économique s'est améliorée. Cette perception correspond à une certaine réalité puisque 86,4% des emprunteurs ont effectivement vu leurs bénéfices s'accroître et en moyenne de 92% (voir section 3.1 ci-dessus). L'impact perçu sur la main d'œuvre employée apparaît toutefois négligeable, ce qui correspond aux constatations habituelles des équipes du programme C-E-FOR.

Toutefois si, en moyenne, la perception correspond à une réalité, la statistique ne doit pas gommer l'analyse des questionnaires des Emprunteurs qui met en évidence que, bien souvent, ils ont répondu à cette question de manière optimiste et sans tenir compte de la réalité de leur situation.

<b>T5</b>	<b>Perception par l'emprunteur de sa progression</b>	<b>↑</b>	<b>↓</b>	<b>☹</b>
P1	% Niveau de production	87,4%	6,5%	6,0%
P2	% Niveau des ventes	86,4%	8,5%	5,0%
P3	% Niveau de trésorerie	95,0%	3,5%	1,5%
P4	% Qualité des produits	86,9%	8,0%	5,0%
P5	% Diversification de la production	75,9%	4,5%	19,6%
P6	% Niveau des actifs	80,4%	6,0%	13,6%
P7	% Main d'œuvre employée	6,5%	2,0%	91,5%
P8	% Niveau d'épargne	78,4%	12,6%	9,1%
P9	% Niveau de vie général de la famille	80,4%	8,5%	11,1%
P10	% Changement global induit	81,4%	7,5%	11,1%
P11	% <b>Total</b>	<b>75,9%</b>	<b>6,8%</b>	<b>17,3%</b>

↑ : en augmentation  
 ↓ : en diminution  
 ☹ : comme avant ou ne sait pas

\* \* \*

Auteurs : Inter Aide / C.-E.-FOR., décembre 2005.

### Liste des annexes

1. Carte des zones d'intervention de C-E-FOR à Antananarivo  
(source Bureau de Développement d'Antananarivo et Inter Aide / C-E-FOR) ;
2. Données chiffrées sur les quartiers d'intervention de C-E-FOR issues du Bureau de Développement d'Antananarivo (Commune Urbaine d'Antananarivo) - nos calculs - ;
3. Questionnaire fermé « Emprunteur » ;
4. Emprunteurs hors cible ;
5. Tables statistiques (64).